



Paulson et Goldman Sachs : le sale petit secret du sauvetage de Wall Street

Par [Barry Grey](#)

Mondialisation.ca, 17 août 2009

[WSWS](#) 17 août 2009

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Économie](#)

Un article paru dimanche dans le New York Times sur les manigances en coulisses entre Henry Paulson, secrétaire au Trésor du gouvernement Bush, et Goldman Sachs, le géant de la finance dirigé par Paulson avant qu'il ne rejoigne le gouvernement Bush, jette un éclairage sur les relations corrompues entre les responsables du gouvernement et les banques et qui sous-tendent le plan de sauvetage s'élevant à plusieurs billions de dollars.

L'article qui se fonde sur l'agenda officiel de Paulson de 2007 et de 2008 et que le *Times* a obtenu dans le cadre d'une requête liée à la Loi américaine sur la liberté de l'Information (Freedom of Information Act), documente l'étroite collaboration qui a existé durant la crise financière de ces deux dernières années entre Paulson et son successeur au poste de directeur général de Goldman Sachs, Lloyd C. Blankfein. L'article se concentre sur la période de mi-septembre 2008, le point culminant de la crise lorsque le gouvernement décida d'allouer 85 milliards de dollars pour sauver de la faillite l'American International Group (AIG), chef de file mondial de l'assurance et des services financiers.

L'article montre clairement qu'au centre du sauvetage d'AIG se trouvait la décision d'utiliser l'argent du contribuable pour soutenir les milliards de dollars dus par l'assureur aux banques de Wall Street pour avoir souscrit auprès d'AIG des Credit Default Swaps (CDS) dans le but de les protéger contre le risque de crédit. Les Credit Default Swaps jouent un rôle crucial dans le vaste édifice de la spéculation au moyen duquel les banques engrangent des profits faramineux pour récompenser leurs directeurs et leurs traders en leur versant des bonus et des salaires s'élevant à plusieurs millions de dollars.

Sur le marché dérégulé du Credit default swap, les banques et les grands groupes achètent des assurances pour se couvrir contre le risque de défaillance de titres émis par d'autres banques et d'autres entreprises. Si un vendeur de swaps, AIG était de loin le plus important, fait faillite, ses clients risquent de perdre des milliards en risquant eux aussi de faire faillite.

C'était précisément ce qui s'était passé en septembre 2008 pour les principales institutions financières quand AIG a été au bord de la faillite. Le *Times* cite la porte-parole de Paulson, Michele Davis, disant que les responsables gouvernementaux craignaient que Goldman tout comme la banque d'investissement Morgan Stanley « pourraient elles aussi faire faillite dans la semaine... »

Aucune institution n'avait été plus exposée que Goldman Sachs, la plus rentable des banques d'investissement de Wall Street, et qui était sur le point de perdre 13 milliards de dollars de CDS et autres produits dérivés d'AIG.

L'article du *Times* documente le fait que Paulson, à qui il avait été interdit de par la loi et le code d'éthique d'entretenir des relations avec son ancienne banque, avait eu des dizaines de conversations téléphoniques avec Blankfein, le 16 ou aux environs du 16 septembre 2008, au moment où Paulson et la Réserve fédérale des Etats-Unis (Fed) avaient annoncé le sauvetage d'AIG.

En orchestrant le plan de sauvetage des banques, Paulson et ses collaborateurs, dont le président de la Réserve fédérale, Ben Bernanke et Timothy Geithner, autrefois le PDG de la Fed de New York et maintenant le secrétaire au Trésor d'Obama, étaient tous parfaitement conscients des implications juridiques du rôle joué par Paulson dans le renflouement de Goldman Sachs avec de l'argent public.

Pour se procurer une caution juridique, comme le rapporte le *Times*, Paulson avait obtenu le 17 septembre deux dérogations à l'éthique peu de temps avant une conférence téléphonique qui s'était tenue entre lui-même, Bernanke, Geithner et d'autres contrôleurs de banque pour discuter de la crise financière de Goldman, Merrill Lynch et Morgan Stanley. Ces attestations avaient été émises par le propre département du Trésor de Paulson et le conseiller juridique de la Maison-Blanche.

Comme le remarquait le *Times* : « En tout et pour tout, Mr Paulson et Mr Blankfein avaient eu, entre le 16 et le 21 septembre 2008, 24 conversations téléphoniques. A l'apogée de la crise financière, Mr Paulson avait parlé plus souvent avec Mr Blankfein qu'avec n'importe quel autre membre du comité de direction, conformément aux annotations figurant dans ses agendas. »

Le journal signale qu'avant de recevoir des dérogations, Paulson avait déjà joué un rôle clé dans les décisions qui avaient favorisé de façon disproportionnée son ancienne banque. En plus de couvrir les créances douteuses de Goldman garanties par AIG, il s'agissait d'éliminer les rivaux de Goldman notamment Bear Stearns et Lehman Brother (et plus tard aussi Merrill Lynch), pour permettre à Goldman de passer du statut de banque d'investissement à celui de banque d'affaires, et lui faciliter l'accès au financement d'Etat. Finalement un jugement de la Commission de sécurité et des échanges (« Security and Exchange Commission, SEC) interdira aux investisseurs de spéculer sur les titres de Goldman en les vendant à découvert.

Sur la base de telles mesures, ainsi que de billions de dollars en espèces, littéralement des prêts sans intérêts, des créances garanties et autres subventions financées par l'argent du contribuable, et qui furent poursuivies et étendues par le gouvernement Obama, les principales banques de Wall Street dégagèrent cette année à nouveau des bénéfices substantiels et versèrent à leurs membres directeurs et à leurs traders des sommes record de sept et huit chiffres de primes dans certains cas.

Aucune banque n'a aussi bien fait que Goldman qui avait annoncé un bénéfice net de 3,44 milliards de dollars pour le deuxième trimestre et qui est en passe de verser cette année à ses salariés une somme record de 22 milliards de dollar de bonus et de salaires.

L'article paru dimanche dans le *Times* suggère qu'en plus des violations éthiques et des violations des dispositions légales, Paulson aurait fait un faux témoignage le mois dernier devant la Chambre des représentants. Interrogé sur d'éventuels conflits d'intérêts liés au rôle qu'il a joué chez AIG et Goldman, l'ancien secrétaire au Trésor avait déclaré devant le comité, « J'aimerais vous dire qu'à aucun moment je n'ai joué un rôle dans les décisions de

la Fed concernant les versements faits aux créanciers ou aux partenaires d'AIG. »

Mais le journal cite d'anciens responsables gouvernementaux anonymes disant : « Mr Paulson a joué un rôle majeur dans les discussions sur le sauvetage d'AIG qui eurent lieu ce week-end [du 13 au 14 septembre 2008] et les participants savaient parfaitement qu'un prêt accordé à AIG servirait à payer Goldman ainsi que les autres partenaires commerciaux de l'assureur. »

Le journal omet de mentionner un autre fait accablant. Paulson qui, comme le remarque le *Times*, avait personnellement viré le PDG d'AIG, l'a aussi remplacé par Edward M. Liddy. Selon Wikipedia, l'homme choisi par Paulson pour superviser le transfert de l'argent des contribuables d'AIG vers Goldman et les autres créanciers d'AIG « avait siégé de 2003 à 2008 au conseil d'administration de Goldman qu'il avait quitté pour devenir le PDG d'AIG. Henry Paulson l'avait désigné pour occuper ces deux fonctions. » Liddy, qui a depuis démissionné de son poste chez AIG, détient plus de 27 000 actions de Goldman Sachs d'une valeur de plus de 3 millions de dollars.

Traduisant le soutien politique du *Times* pour Obama, le journal omet de préciser que l'actuel gouvernement compte au plus haut de sa hiérarchie de nombreux anciens membres de Goldman et des protégés de l'ancien co-président de la banque, Robert Rubin. Parmi ces derniers, pour n'en mentionner que deux, se trouvent l'administrateur des fonds du TARP, l'ancien vice-président de Goldman, Neil Kashkari et Lawrence Summers, le principal conseiller économique d'Obama. L'article omet également de nommer Geithner, l'actuel secrétaire au Trésor américain et qui avait joué un rôle clé dans le renflouement d'AIG.

Le rôle joué par Paulson dans le pillage du Trésor public pour le règlement des dettes de jeu de Goldman et, plus généralement, pour la protection de l'aristocratie financière des conséquences de ses opérations spéculatives, est criminel au vrai sens du mot. Des raisons suffisantes existent pour lancer une enquête criminelle et, mises à part les violations potentielles de la loi, les conséquences sociales destructrices de sa politique pour des centaines de millions de personnes aux Etats-Unis et dans le monde, et qui est de plus poursuivie par Obama, sont incalculables.

Paulson, toutefois, n'est pas une exception. Le banquier multimillionnaire qui est devenu ministre est plutôt l'incarnation de la domination de la vie sociale et politique par une oligarchie financière dont les influents représentants délaissent leur fauteuil de PDG en échange d'un fauteuil gouvernemental. Le nettoyage des écuries d'Augias salies par la réaction et la corruption ne pourra se faire que par la mobilisation indépendante de la classe ouvrière sur la base d'un programme socialiste révolutionnaire.

Article original, WSWS, paru le 11 août 2009.

La source originale de cet article est [WSWS](#)

Copyright © [Barry Grey](#), [WSWS](#), 2009

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca